

mémoire au cabinet, il y a plusieurs mois, pour lui demander d'accroître la subvention fédérale aux centres d'accueil indiens et métis. Le secrétaire d'État peut-il nous dire si le cabinet s'est occupé de ce mémoire...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je doute que la question soit recevable sous cette forme. Le député parle d'une communication sous forme de document entre les membres du cabinet. Je doute sérieusement que la question ainsi posée soit acceptable.

M. Simpson: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, il y a quelques mois, le secrétariat d'État a fait savoir aux autorités provinciales qu'une décision est attendue à ce sujet. C'est pourquoi elles tiennent maintenant à savoir si le cabinet s'en est occupé.

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, nous avons en effet reçu cette suggestion et elle est actuellement à l'étude.

[Traduction]

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, le ministre déclare qu'on a reçu cette demande. Son ministère ou lui-même a-t-il présenté, à ce sujet, une proposition au cabinet?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur le président, je ne crois pas, comme vous sembliez d'ailleurs le laisser entendre tout à l'heure, que les communications internes du gouvernement puissent faire l'objet de questions ou de réponses à la Chambre.

M. l'Orateur: Je remercie l'honorable secrétaire d'État d'appuyer la décision de la présidence.

[Traduction]

Je dois répéter, qu'à mon avis, la question ainsi posée est tout à fait recevable, mais pas la question supplémentaire.

LE DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE

LA DESCENTE DANS LES BUREAUX DU «FREDERICTON GLEANER»

L'hon. Hugh John Flemming (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Justice. Les détails d'une descente apparemment injustifiée effectuée récemment dans les bureaux du *Fredericton Gleaner* par des fonctionnaires de la Direction des enquêtes sur les coalitions ont-ils été rapportés au ministre et celui-ci peut-il renseigner la Chambre sur une mesure aussi grave et préjudiciable?

[M. Simpson.]

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): J'aimerais remercier le député de m'avoir prévenu de cette question. Je ne suis pas au courant des faits précis dont il parle. Je dois lui dire que l'exécution de la loi des enquêtes sur les coalitions relève du ministre de la Consommation et des Corporations et non plus du ministère de la Justice. Le directeur des enquêtes et recherches a peut-être agi en vertu de ses propres pouvoirs statutaires. Je signalerai la situation à mon collègue et lui demanderai de communiquer avec le député.

L'hon. M. Flemming: Le ministre voudrait-il consulter son collègue afin de vérifier si, pour des motifs analogues, on a fait des enquêtes ou pris des mesures du même genre dans d'autres parties du Canada?

L'hon. M. Turner: Oui.

LES PÊCHES

LA SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION DU POISSON DE MER

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Peut-il assurer à la Chambre que ses entretiens avec les représentants du commerce du poisson de mer n'auront pas pour effet d'entraver ni de ralentir la marche de la mesure législative visant à établir une société de commercialisation du poisson de mer? Pourrait-il également faire rapport à la Chambre des entretiens qui se sont déroulés à Ottawa ces derniers jours entre les représentants de son ministère et ceux du commerce du poisson de mer?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, je crois pouvoir donner cette assurance au député. En outre, d'ici dix jours environ, j'examinerai la question avec les pêcheurs et les commerçants de Terre-Neuve.

LES PERMIS DE PÊCHE AU SAUMON— LA SITUATION DES INDIENS

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêches et des Forêts. Peut-il répondre aujourd'hui à ma question d'hier, savoir s'il consentirait à envoyer au comité permanent des pêches, pour fins d'étude et de rapport, la proposition sur les permis de pêche au saumon sur la côte ouest? Le ministre doit être en mesure de me donner une réponse puisqu'il arrive justement de notre belle province.

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, je ne serai